



EUI WORKING PAPERS



E U I W O R K I N G P A P E R No. 83

LE PLAN MONNET ET L'ECONOMIE FRANÇAISE

1947 - 1952

de

JEAN BOUVIER

© The Author(s). European University Institute.

Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository

INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN, FLORENCE
DEPARTEMENT D'HISTOIRE ET CIVILISATION

"Challenge and Response in Western
Europe: the Origins of the European
Community (1945 - 1950)"

Project directed by Professor Alan Milward

Project Paper No. 8

E U I WORKING PAPER No. 83

LE PLAN MONNET ET L'ECONOMIE FRANÇAISE

1947 - 1952

de

JEAN BOUVIER

janvier 1984

BADIA FIESOLANA, SAN DOMENICO (FI)

Tous droits réservés.
Aucune partie de ce papier ne peut être reproduite
sans autorisation de l'auteur.

Paper presented in the conference held on
17 and 18 November 1983 entitled

"National and International Economic Recon-
struction in Western Europe, 1945-1950"

(C) Jean Bouvier 1984
Printed in Italy in January 1984
European University Institute
Badia Fiesolana
I - 50016 San Domenico (FI)
Italy

LE PLAN MONNET ET L'ECONOMIE FRANÇAISE 1947-1952.

Cet exposé est une traduction, une photographie de l'état des recherches menées dans ces dernières années par une vingtaine d'historiens français, dont les travaux ne sont pas encore totalement publiés.

1. - Un plan fondamentalement libéral.

1947-1952: ce sont les débuts de la planification, son court terme. Au delà, dans le moyen et le long terme, la planification évoluera profondément, jusqu'à une certaine "déplanification" (P. Mendès-France). Le Plan Monnet, quant à lui, est dominé (et expliqué) par les spécificités de l'après-guerre: reconstruction prioritaire; pénurie de matières, d'énergie, de moyens de transport; choix, par le Plan, de six secteurs-clefs, dits "de base"; brusque extension du secteur nationalisé en 1945-1946; "dollar-gap" et injection continue de dollars de 1945 à 1952; hyper-inflation jusque'en 1948 inclus; blocage du marché financier; rupture socio-politique à partir de l'automne 1947, à la suite de l'éviction des ministres communistes (mai); remontée des courants politiques modérés, présents au gouvernement à partir de novembre 1947; transition, en 1948-1949, du "premier" Plan Monnet (tel qu'établi fin 1946) au "second" (tel que corrigé à la fin de 1948, dans le cadre du Plan Marshall et de l'O.E.C.E.); diminution, puis arrêt, de l'aide Marshall en 1951-52, et prise de relai par l'aide militaire américaine.

Mais de telles spécificités ne suppriment pas les continuités entre le Plan Monnet et les Plans qui le suivront. La principale, c'est la volonté de l'équipe Monnet, de l'appareil d'Etat, et des milieux patronaux (quels que soient leurs désaccords sur tel ou tel point) d'unir Plan et marché; de restaurer l'économie d'entreprises; de considérer comme provisoires les hauts niveaux de l'investissement public; d'organiser au plus tôt (et en pleine période du Plan Monnet) le relai du financement public des investissements par les mécanismes traditionnels du financement privé (autofinancement; et appel au marché financier); de passer de la budgétisation des investissements à leur débudgétisation; de préparer des mesures réglementaires et fiscales pour faciliter l'autofinancement, et les "fusions" (concentrations) d'entreprises; et de conserver, pour le moyen terme, la perspective (définie dès 1942-1943 par les conseillers économiques du général de Gaulle) de l'intégration (douanière, monétaire, financière) de l'économie française dans l'économie européenne, puis mondiale. En bref, et sans jeu de mots, le Plan Monnet est un plan libéral dans ses inspirations, ses mécanismes, ses projections vers l'avenir. Plus exactement il est très rapidement devenu tel, au delà de ses formes interventionnistes.

La cohérence du Plan Monnet (en son temps, par rapport à l'état des conjonctures économique-socio-politiques), et sa cohérence par rapport à l'avenir de la planification, c'est que les mécanismes de concertation du Plan sont des mécanismes visant à l'intégration sociale et au consensus national. Le Plan veut réconcilier les partenaires sociaux dans un processus

dynamique, à la fois public et privé, de modernisation. Ses objectifs économiques sont liés à sa problématique sociale. Le lieu privilégié de la concertation, ce sont les célèbres Commissions de Modernisation. Certes, à court terme, l'accord social, à partir de 1947-1948, est partiellement brisé par l'exclusion-sécession du P.C.F. et de la C.G.T. (amputée de Force Ouvrière à l'automne 1947). Mais, à long terme, l'intégration deviendra un fait. Le premier Plan, et les suivants, ont été l'un des mécanismes de la résurrection du néo-capitalisme français.

II. - Pôles de la décision d'investissement, et aléas de celui-ci.

Les aspects institutionnels sont fondamentaux. Ils mettent en jeu des forces, des institutions, des groupes de pression, des "grands" décideurs publics et privés. Le Plan n'est pas seulement un document écrit (celui du Plan Monnet ne fut pas soumis au législateur). Il est un organisme: la petite cellule-équipe du Commissariat général, et ses Commissions, qui ont fait se confronter environ mille personnes. Et il est une procédure, processus complexe de démarches planificatrices, dont les rouages sont présentés dans le document ci-contre du "système à quatre pôles" (Edmond Lisle). Au sein de ce système le Commissariat est un organisme rattaché à la Présidence du Conseil, mais surajouté aux anciens rouages de l'appareil économique et financier de l'Etat. Il est considéré par ses partenaires publics comme un intrus, un concurrent. Monnet est un étranger à la fonction publique et aux "grands corps" de la haute administration. Il a pu imposer sa stratégie et sa tactique, parce

que l'on a besoin de lui (en tant que grand commis-voyageur en aides américaines), et parce qu'il peut, grâce à cette situation de privilège que personne ne retrouvera après lui, devenir l'outsider de la décision d'investissement. Situation toute provisoire, qui prendra fin, avant même l'achèvement du Plan de 1947-1952, lorsque Monnet, en 1951, quittera le Commissariat pour la C.E.C.A (Communauté Européenne Charbon-Acier). Le Commissaire Monnet a d'ailleurs mené de dures batailles (jusqu'à y compris des menaces de démission) surtout avec les Finances et la Direction du Budget, pour faire échapper aux rigueurs budgétaires de la lutte contre l'inflation, à partir du début 1948, les investissements publics dans les "secteurs de base" ⁽¹⁾. En mars 1952, encore, il devra envoyer au Président du Conseil Antoine Pinay (homme politique "modéré") une plaidoierie vibrante sur "la nécessité de poursuivre les investissements".

Les aléas de l'investissement planifié (reconstruction + modernisation) et de son financement (public et privé) sont transcrits dans le dossier statistique ci-joint. Celui-ci fait apparaître les évolutions suivantes:

- 1°. Poids croissant (jusqu'en 1949), puis décroissant, des dépenses d'investissement, dans l'ensemble des dépenses publiques
- 2°. Poids croissant des investissements (public et privé) dans le P.N.B. (Gross National Product) (jusqu'en 1949) et décroissant ensuite
- 3°. Freinage, voire blocage, de la croissance du total des investissements en 1950-1953. Dont un recul net en 1950-

(1) Electricité-gaz; charbon; chemins de fer; sidérurgie; ciment; machinisme agricole. En 1949 sont ajoutés en particulier: pétrole; engrais.

1954 des investissements "lourds": énergie, métaux, transports, matériaux de construction, télécommunications. Cependent de 1949 à 1952 l'essentiel des investissements des "secteurs de base" est préservé.

4°. Domination (jusqu'en 1949), puis recul relatif des investissements des branches nationalisées par rapport à ceux des entreprises privées. Celles-ci en 1951 assurent les 50% des investissements planifiés en métropole (contre 38% en 1947) ⁽²⁾.

5°. Croissance (jusqu'en 1949), puis recul relatif de la part du financement public des investissements, et émergence des mécanismes privés: les mécanismes "purs" du marché (autofinancement + apports du marché financier) entre 1947 et 1952 passent de 27% à plus de 46% dans le financement des investissements (reconstruction + modernisation).

Derrière ces évolutions se profile un débat parfois âpre (confus; complexe; peu visible dans les documents accessibles; peu analysé), qui n'oppose pas mécaniquement deux "camps" manichéens: libéraux contre interventionnistes; Droite contre Gauche; milieux privés contre appareils d'Etat; grands patronats contre hauts fonctionnaires; malthusiens contre hérauts de la croissance; orthodoxes budgétaires contre Keynésiens; partisans du "para-pluie américain" contre défenseurs de l'indépendance nationale... Mais "camps" qui, se recrutant partout, en traversant souvent les clivages idéologiques, sociaux, professionnels, institutionnels, se retrouvent souvent aux prises, en particulier à propos de l'accélération ou du ralentissement à opérer sur le volume des investissements, et spécialement des investissements publics, en 1948-1952. Mais le débat est bien plus hors de l'Etat que dans l'Etat, et son enjeu est alors politique.

(2) Investissement des firmes nationalisées; 54,6% du total en 1947; 40% en 1951. Le solde: les investissements des entreprises "mixtes": 7,4% et 10% en 1947 et 1951.

Le bilan est, qu'à la fin du Plan Monnet, la normalisation vers un développement néo-capitaliste est largement en cours. L'économie et la société françaises sont alors dans le "vestibule" des grandes transformations structurelles (démographiques, économiques, sociales) des années 1955-1973, les vraies "années glorieuses".

III. - Le Plan Monnet et les secteurs industriels: une étonnante diversité.

Le Plan Monnet en tant qu'organisme, et en tant que processus, a une efficacité évidente, encore que ses effets propres soient difficilement séparables de l'ensemble (évolutif) de la politique économique de l'Etat. Il a, d'une part, organisé sélectivement l'investissement dans les six "secteurs de base" primitifs; et, d'autre part, en pariant sur la croissance par la modernisation, il a couvert des perspectives à l'essor ultérieur du profit privé. Enfin, dans l'immédiat, il a mis en route les "transferts" allant des entreprises publiques vers les grandes entreprises privées: par les commandes des premières aux secondes; et par la politique des bas tarifs et des bas prix de vente, imposée par l'Etat aux sociétés nationalisées.

Mais les recherches récentes ont mis en lumière la diversité des processus planificateurs et leur intensité très variable, selon les branches industrielles concernées. L'économiste Edmond Lisle⁽³⁾ a justement souligné, au vu des recherches récentes des historiens, que cette diversité et cette intensité variable ont été en rapport: avec la conjoncture économique propre

(3) Au colloque sur la planification, organisé par l'Institut d'Histoire du Temps Présent (printemps 1983). Actes à paraître.

à chaque branche; avec leur degré de concurrence interne ou externe; avec la qualité des relations personnelles entre le petit nombre des décideurs, venant des organismes économiques de l'Etat, des entreprises nationalisées, et des grandes entreprises privées en cause (sidérurgie; pétrole; travaux publics).

D'où le schéma suivant:

- 1°. Electricité-gaz: branche nationalisée; quasi-monopole de production; forts investissements publics; forte croissance de la production; symbiose-record entre le Plan et la branche; efficacité maxima du Plan; étroite entente entre les décideurs fort peu nombreux. Mais: difficultés de financement; et freinage des investissements en 1950-1952.
- 2°. Charbonnages: branche nationalisée; monopole de production; forts investissements publics; concentration de l'exploitation et modernisation technique; croissance extensive de la production (faible progrès de la productivité); hauts prix de revient; problèmes sociaux très aigus en 1945-1948; concurrence des autres formes d'énergie; freinage des investissements et de la croissance, annonçant le futur désengagement charbonnier; branche dont les décideurs voient venir le déclin absolu. Le Plan, en 1948-1952, laisse aller les Charbonnages et s'efface. La stratégie de la branche est déterminée par le Ministère de l'Industrie et par les Finances; poids des politiques économiques conjoncturelles sur les rythmes affaiblis de l'investissement.
- 3°. Sidérurgie: mythe de l'acier, symbole de puissance; branche privée à forte intensité capitaliste et à relative concentration financière; forts investissements publics, et progrès des financements privés; marché dynamique; divisions entre décideurs privés, dont certains craignent la surproduction, et préfèrent les classiques perspectives des exportations de produits lourds, à l'extension du marché intérieur (tôles pour automobiles): c'est "la querelle des Anciens et des

Modernes' (Roger Martin); rôle croissant de la Chambre syndicale (patronale) de la sidérurgie française. La sidérurgie dit "Oui" au Plan, parce qu'il lui apporte de l'argent, et parce qu'il va préparer l'appel de la branche au marché financier. Une seule grande adaptation technique: les deux laminoirs (américains) à bandes. Mais une occasion manquée: la restructuration de la branche. "Il nous est interdit d'ébranler les assises de nos sociétés" dit alors un sidérurgiste (4)

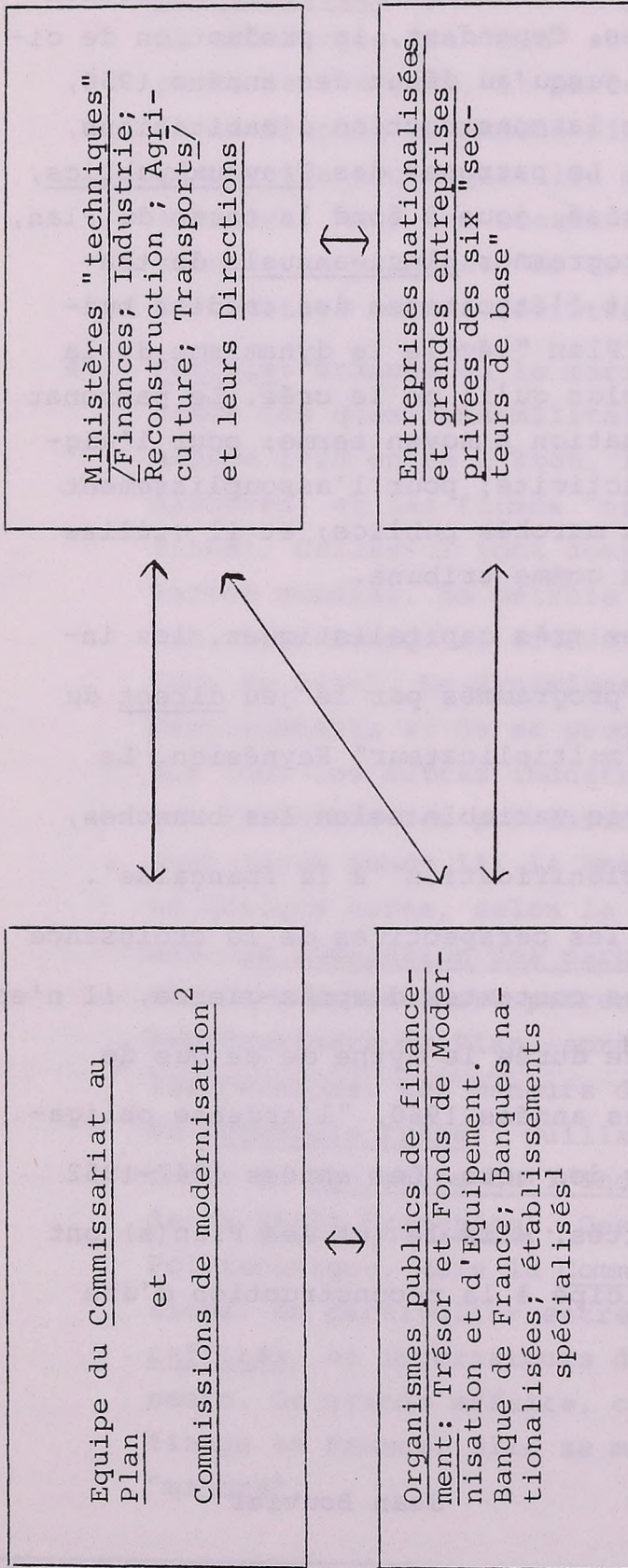
- 4°. Pétrole: branche où le mariage de raison (vu l'importance des questions militaires) s'est imposé dès les années 1920 entre l'Etat, les sociétés françaises mineures, et les firmes "majeures" du Cartel international. Celles-ci sont dominantes: elles tiennent le marché mondial. Le pétrole est en fait hors Plan Monnet, même lorsqu'il accède (1949) au rang de "secteur de base". Le dynamisme sui generis de ses investissements et de sa production l'emporte de loin sur tout les autres industries. Dès 1950 sa production est le double des prévisions établies en fin 1946 pour cette année là; la branche se conduit toute seule en quelque sorte, selon la stratégie des grandes firmes. La Commission des carburants, au Plan, comprend 45% de représentants patronaux (P. Mioche); et les représentants du Plan, après mars 1948, en délaissent les réunions. Les meneurs de jeu sont Cayrol (P.D.G. de Desmarais frère), Guillaumat, Directeur des Carburants au Ministère de l'Industrie, et Kaplan (P.D.G. de la Shell Française). Ces deux derniers sortent de Polytechnique. Mais la Commission n'ignore pas les tensions, en particulier entre importateurs de produits raffinés, et importateurs de brut, qui sont des raffineurs. La grande affaire, c'est la stratégie du raffinage en France. Elle se modèle sur la politique des "majors".

(4) P.Mioche et M. Margairaz: "Les plans et la sidérurgie, 1946-1960" (juin 1983, Colloque I.H.T.P.).

5°. Travaux Publics: structure de branche à tendances oligopolistiques; portée en avant par la "Reconstruction" et les grands barrages. Cependant, la production de ciment prend du retard jusqu'au début des années 1950, en raison du "gel" de la construction d'habitations, que le Plan sacrifie. Le patronat des Travaux publics, très solidement organisé, joue à fond la carte du Plan, qui lui assure des programmes pluri-annuels de travaux, et qui assouplit l'étroitesse des crédits budgétaires annuels. Le Plan "révèle le dynamisme de la branche" (D.Barjot) plus qu'il ne le crée. Le patronat est pour une programmation à moyen terme; pour l'augmentation de la productivité; pour l'assouplissement dans la passation des marchés publics; et il utilise la Commission du Plan comme tribune.

Dans ces diverses branches très capitalistiques, les investissements, plus ou moins programmés par le jeu direct du Plan, ont joué les rôles du "multiplicateur" Keynésien. Le Plan Monnet, quoiqu'à géométrie variable selon les branches, est la "belle époque" de la planification "à la française". Il ouvre à toutes les firmes les perspectives de la croissance retrouvée. Très spécifique des contextes d'après-guerre, il n'en fonde pas moins pour la longue durée le mythe de ce que de Gaulle appellera, au début des années 1960, "l'ardente obligation". C'était alors le temps des mots. Les années 1947-1952 avaient été celui des réalités. Mais le (et les) Plan(s) ont joué leur rôle. Ils ont participé à la reconstruction d'une économie, et d'une société.

Jean Bouvier



¹ Crédit National; C.Agricole;
C.Foncier; Caisse des Dépôts

² Dans les Commissions du Plan
s'effectue la rencontre entre
"décideurs" les quatre pôles,
syndicats patronaux, et ou-
vriers compris

LE SYSTEME A QUATRE POLES DE LA
DECISION PLANIFIEE D'INVESTISSEMENT
(d'après l'économiste Edmond Lisle,
printemps 1983)

Communication de Jean Bouvier (Université de Paris - I)

- Quelques données sur les investissements
en France , 1945 -1952 , au temps du
Plan Monnet et du Plan Marshall.

I / L'investissement dans les dépenses de l'Etat et
dans la dépense nationale .

	1945	1946	1947	1948	1949
Reconstruction et équipement des services publics et réparation des dommages de guerre	2.4	18.5	17.5	18.7	18.5
Équipement et modernisation de l'économie (1)	0.8	5.1	5.4	17.7	21.5
Total des dépenses civiles en capital	10.2	24.5	22.9	36.4	40.0

(Mouvements économiques en France de 1944 à 1952)
INSEE, PUF, 1958) p. 90

(1) Y compris reconstruction SNCF et Dotation maritime;
et prêts aux S.N.M. (Habitations à loyers modérés)

1945-1953: Dépenses de l'Etat par grandes catégories
(en % des dépenses totales)

	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Dépenses civiles courantes	56 %	51	49	43	41	45	45	41	43
Dépenses civiles <u>en capital</u>	10 %	24	26	36	40	35	27	24	23
Dépenses militaires	34 %	25	25	21	19	20	28	35	34

(Mouvement économique en France de 1944 à 1957,
INSEE, PUF, 1958) p. 87 et 201

- 1945 - 1949 : Structure des dépenses d'investissement
(en % des dépenses totales de l'Etat)

	1945	1946	1947	1948	1949
Reconstruction et équipement des services publics et réparations des dommages de guerre	9,4 %	18,5	17,8	18,7	18,5
Équipement et modernisation de l'économie (1)	0,6 %	5,7	8,4	17,7	21,6
Total des dépenses civiles en capital	10 %	24,2	26,2	36,4	40,4

(Mouvement économique en France de 1944 à 1957
INSEE, PUF, 1958) p. 90

(1) Y compris reconstruction SNCF et flotte marchande;
et prêts aux H.L.M. (Habitations à loyers modérés)

STRUCTURE DE LA DEPENSE NATIONALE BRUTE.

1938 - 1950.

	CONSUMATION PRIVEE	CONSUMATION PUBLIQUE	FORMATION BRUTE de capital fixe.	
1938	74%	12,75%	13,25 %	
1949	68,1	11,4	20,5	100 %
1950	67,75	12,4	19,85	

(Jacques Wolff, "Données matérielles et économiques";

In: Colloque, La France en voie de modernisation,
Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1981, décembre.)

II / Structures et volumes des investissements.

Structure des investissements en métropole par types d'entreprises, 1947 - 1951, selon le Plan¹

(en %)

	1947	1948	1949	1950	1951
Sociétés nationales (a)	54,6%	50,7	49,5	45	40
Entreprises mixtes (b)	7,4%	8,4	9,6	9,2	10
Entreprises privées (c)	38 %	40,9	40,9	45,8	50
Total	1 0 0				

(a) Charbonnages, EDF, GDF, SNCF, Air-France

(b) Compagnie Nationale du Rhône; carburants

(c) Sidérurgie et mines de fer; autres industries; agriculture; batellerie; marine marchande.

¹ Tableau n° 129 p. 320, In: "Cinq ans d'exécution du Plan ... 1947-1951" (Commissariat au Plan, Paris 1952). Les dépenses pour la reconstruction ne sont pas prises en compte dans ces calculs du Plan.

VOLUME DES INVESTISSEMENTS (BRUTS) PAR GRANDES CATEGORIES,

(base 100 en 1949) 1949-1954 (a)

	Investissements administratifs civils	Logements (A)	Investissements des entreprises (B)				Ensemble des investissements	P.N.B.
			Matériel de transport	Matériel agricole	Autres équipements	Total entreprises		
1949	100	100	100	100	100	100	100	100
1950	103	107	93	98	102	100	101	107
1951	104	137	106	101	99	101	107	111
1952	122	155	98	101	89	91	104	115
1953	128	164	107	100	85	90	104	118
1954	145	195	110	138	86	94	113	124

a) Rapports sur les Comptes de la Nation (Mouvement économique de la France de 1944 à 1957 ... INSEE, 1958).

A) Constructions neuves et réparations (à l'exception des logements construits par les administrations).

B) Non compris les logements construits par les entreprises.

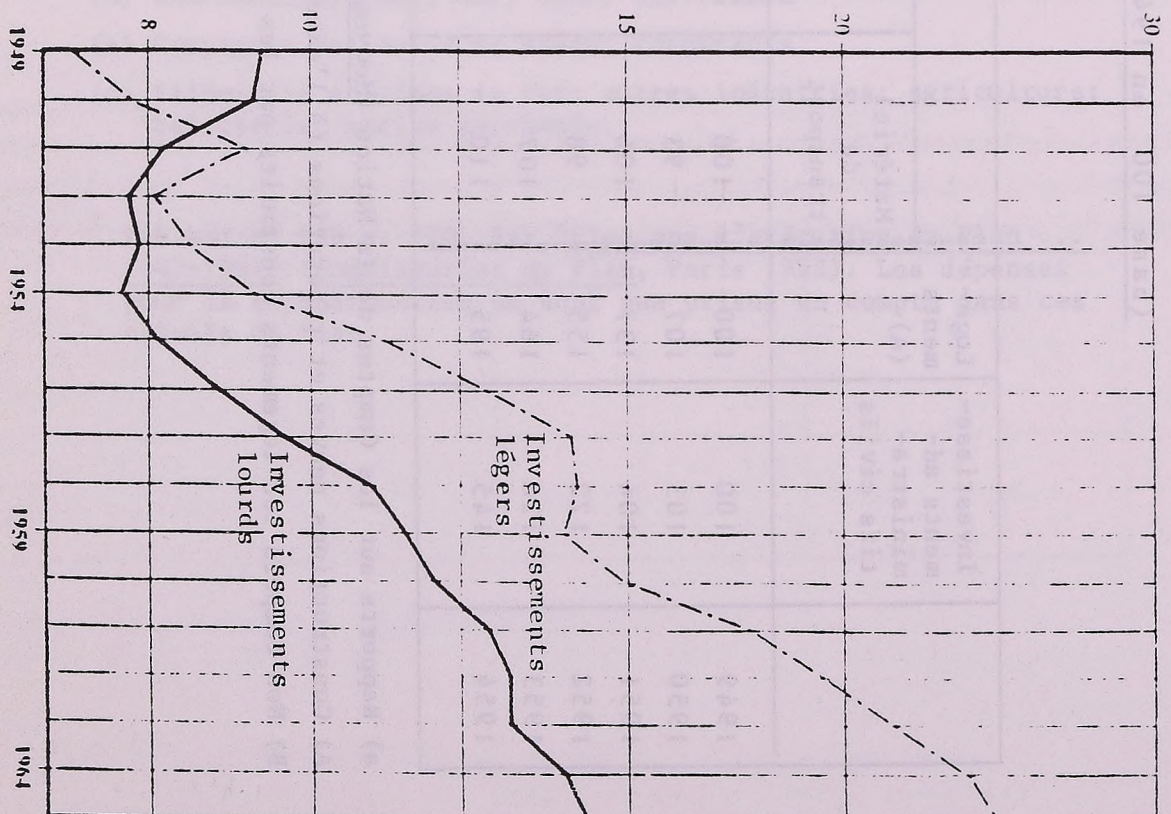
"Volumes" des investissements productifs 1949-1955 ¹

	I. Lourds ²	I. légers ²	Total
1949	9,4	7,2	16,6
1950	9,1	7,8	16,9
1951	8,2	9,2	17,4
1952	7,8	8,1	15,9
1953	7,9	8,5	16,4
1954 ³	7,7	9,2	16,9
1955 ³	8,1	11	19,1

¹ Selon les données de la comptabilité nationale (In: Carré, Dubois, Malinvaud: La croissance française, 1972, p. 153).

² I. Lourds (énergies; métaux; matériaux de construction; transports; "télécom").
I. légers (chimie; industries de transformation; travaux publics; bâtiment; agriculture; services).

³ Au delà de 1955, nette croissance. En 1965 les chiffres seront: 14,1; 23,5; 37,6 milliards (de francs 1956), avec une progression deux fois plus rapide pour les légers que pour les lourds (Ibid., p. 155).



Carré, Dubois, Malinvaud, La croissance française,
Seuil, 1972, p. 154.

L'EROSION DES INVESTISSEMENTS D'EQUIPEMENT,
1949-1952: DES PROPOSITIONS AUX DECISIONS
(milliards de francs courants)

Pour l'année:	Propositions des firmes nationalisées	... du Commissariat au Plan	... de la Commission des investissements	... Décisions du Conseil des Ministres
1949	?	433	315	264
1950	481	437	430	384
1951	493	370	373/349/ ₁ 341	312
1952	590	520	453	392

¹ Trois hypothèses présentées.

² D'après: Michel MARGAIRAZ, L'Etat et l'investissement, 1947-1952 (5ème Congrès Association Française Historiens Economistes, juin 1983) /Dactylographié/.

POURCENTAGE DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS DANS LE P.N.B.¹,

1949 - 1952

1949	14,2%
1950	13,3%
1951	12,9%
1952	11,3

Source: Rapport sur les Comptes de la Nation (1953)

¹ Produit National Brut.

POURCENTAGES DE REALISATION DES PRODUCTIONS A LA FIN DE 1950,
par rapport aux objectifs du Plan établis en novembre 1946

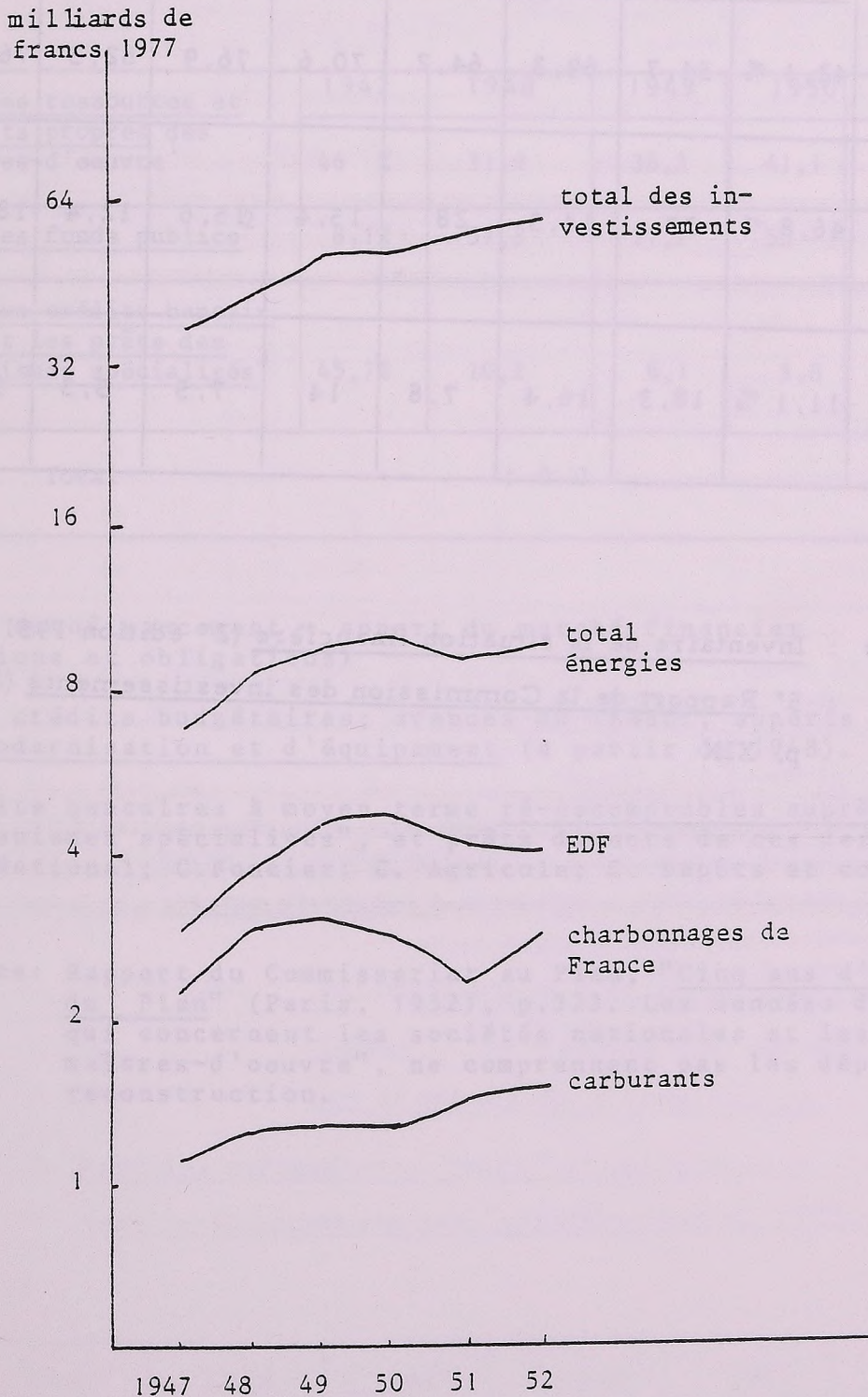
Charbon	80%
Electricité	89%
Acier	89%
Ciment	53%
Machinisme agricole	38%
Trafic S.N.C.F.	63%
Textiles artificiels	55%
Blé	94%

Carburants	205%
Viande	120%
Lait	100%

(In: M.Sauvé, La politique d'investissement de la France depuis la Libération, thèse de droit, Paris, Dactylographie)

III / Financement des dépenses publiques et
financement des investissements.

Total des investissements, et investissements énergétiques
1947-1952 (1er Plan) - Selon la Commission des Investissements
(reconstruction comprise)



Selon: Hélène Levier, Les investissements énergétiques dans les
trois premiers Plans (Maîtrise, 1981, Uni-
versité de Paris-I).

**- 1945 - 1952 : Structure du financement des
dépenses publiques totales**

(en %)

	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952 ⁽¹⁾
Recettes budgétaires	42,1 %	54,7	69,3	64,2	70,6	76,9	82,3	76,1
Ressources de trésorerie et emprunts intérieurs	46,8 %	27	14,3	28	15,4	15,6	12,4	18,6
Emprunts exté- rieurs et aide américaine	11,1 %	18,3	16,4	7,8	14	7,5	5,3	5,3

(1) Prévisions

Sources : Inventaire de la situation financière (2^e édition 1951) p. 1
: 5^e Rapport de la Commission des investissements (1952)
p. XIX

Structure globale des sources du financement
des investissements: 1947-1951, selon le Plan ^A

(en %)

	1947	1948	1949	1950	1951	TOTAL
Par les ressources et crédits propres des maîtres-d'oeuvre	46 %	31,9	36,3	41,1	47,4	41 %
Par les fonds publics ²	8,1%	57,8	57,5	55	44,3	49,7%
Par les crédits bancaires et les prêts des organismes spécialisés ³	45,7%	10,2	6,1	3,8	8,1	9,3%
Total	1 0 0					

¹ Soit autofinancement + apport du marché financier (actions et obligations)

² Soit crédits budgétaires; avances du Trésor; apports du Fonds de modernisation et d'équipement (à partir de 1948).

³ Crédits bancaires à moyen terme ré-escomptables auprès des "organismes spécialisés", et prêts directs de ces derniers (Crédit National; C.Foncier; C. Agricole; C. Dépôts et consignations)

^A Source: Rapport du Commissariat au Plan, "Cinq ans d'exécution du Plan" (Paris, 1952), p.323. Les données de ce tableau, qui concernent les sociétés nationales et les "autres maîtres-d'oeuvre", ne comprennent pas les dépenses de reconstruction.

Structure globale des sources de financement
des investissements (1947-1952). Selon la
Commission des investissements¹

	Total des travaux réalisés et charges financières (millions de francs courants)	Structure du financement (en %)	
		sur fonds publique ²	Id. (y compris les "organismes spécialisés")
1947	436,6	54 %	58,5 %
1948	841,9	58,2	62,1
1949	1 108,7	63,9	67,7
1950	1 200,2	60	65,7
1951	1 650	40,9	46,6
1952	1 811,8	39,1	44

¹ Source: Rapports annuels de la Commission des investissements (1948-1952).
Ces données comprennent les dépenses de reconstruction.

² Le reste du financement est assuré:

i) Par les "organismes spécialisés" (qui sont des banques d'Etat:
Crédit National, Crédit Agricole, C. Foncier, Caisse des Dépôts...)

ii) Par des mécanismes classiques, à dominante privée:

- Crédits bancaires à moyen terme
- Marché financier
- Autofinancement des entreprises

- Part des ressources autres que les fonds publics dans le financement des investissements: 1947 - 1952 (A)

(en %)

	Organismes spécialisés 1	Crédits bancaires à moyen terme 2	Marché financier (1) 3	Autofinan- cement 4	Total
1947	4,5 %	14	14,6	12,7	45,8 %
1948	3,9 %	4	5,2	27,3	40,4 %
1949	3,8 %	4,7	4,4	22,2	35,1 %
1950	5,6 %	1,8	5,7	27	40,1 %
1951	5,7 %	2,9	5,4	44	58 %
1952	4,9 %	8	5,8	40,6	59,3 %

(1) Actions et obligations.

(A) Source : Rapports annuels de la Commission des investissements (1948 - 1952). Ces données comprennent les dépenses de reconstruction.

- Part des mécanismes "purs" du marché (3 + 4)
dans le financement des investissements, 1947 - 1952 -

1947	1948	1949	1950	1951	1952
27,3 %	32,5	26,8	32,7	49,4	46,4

UTILISATION DE LA "CONTRE-VALEUR" EN
FRANCS DES DOLLARS DU PLAN MARSHALL,
1948 - 1951

(milliards de francs courants)

1) Pour les 4 ans.

<u>Fonds de Modernisation et d'Equipement</u>	535,2 M	68,8%)	86,6%
<u>Reconstruction</u>	137,7	17,8)	
<u>Nouvelles habitations</u>	25	3,2	
<u>Dépenses militaires</u>	35	4,5	
<u>Réduction dette publique</u>	45	5,7	
	<u>777,9 M</u>	<u>100 %</u>	

2) Par année

	1948	1949	1950	1951
<u>F.M.E. (France; Afrique du Nord; Territoires d'Outre Mer; Sarre)</u>	103,6	231,8	150,9	48,9
<u>Reconstruction / agriculture; industrie; hôpitaux; écoles; S.N.C.F.; flotte marchande; habitations/</u>	10,4	57,6	18,4	51,3
<u>Nouvelles habitations</u>			12	13
<u>Réduction dette publique</u>	25	20		
<u>Dépenses militaires</u>	-	-	-	35
	139	309,4	181,3	148,2
	777,9			

Source B.34.135., archives Minis. Finances.

/D'après Gérard Bossuat: "Ingérences américaines et dépendance française: la contre-valeur de l'aide Marshall, 1948-1951" (texte dactylographié, 1983)/

Working Papers published in connection with the conference
on "National and International Economic Reconstruction in
Western Europe, 1945 - 1950" within the research project
Challenge and Response in Western Europe: The Origins of the
European Community (1945 - 1950):

Working Paper No. 76 Project Paper No. 1	Richard Griffiths, ECONOMIC RECON- STRUCTION POLICY IN THE NETHERLANDS AND ITS INTERNATIONAL CONSEQUENCES, MAY 1945-MARCH 1951
Working Paper No. 77 Project Paper No. 2	Scott Newton, THE 1949 STERLING CRISIS AND BRITISH POLICY TOWARDS EUROPEAN INTEGRATION
Working Paper No. 78 Project Paper No. 3	Giorgio Fodor, WHY DID EUROPE NEED A MARSHALL PLAN IN 1947?
Working Paper No. 79 Project Paper No. 4	Philippe Mioche, THE ORIGINS OF THE MONNET PLAN
Working Paper No. 80 Project Paper No. 5	Werner Abelshauser, THE ECONOMIC POLICY OF LUDWIG ERHARD
Working Paper No. 81 Project Paper No. 6	Helge Pharo, THE DOMESTIC AND INTER- NATIONAL IMPLICATIONS OF NORWEGIAN RECONSTRUCTION
Working Paper No. 82 Project Paper No. 7	Heiner R. Adamsen, INVESTITIONSPOLITIK IN DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND 1949 - 1951
Working Paper No. 83 Project Paper No. 8	Jean Bouvier, LE PLAN MONNET ET L'ECONOMIE FRANÇAISE 1947-1952
Working Paper No. 84 Project Paper No. 9	Mariuccia Salvati, INDUSTRIAL AND ECONOMIC POLICY IN THE ITALIAN RECONSTRUCTION
Working Paper No. 85 Project Paper No. 10	William Diebold, Jr., <u>TRADE AND PAYMENTS</u> IN WESTERN EUROPE IN HISTORICAL PER- SPECTIVE: A PERSONAL VIEW BY AN INTERESTED PARTY
Working Paper No. 86 Project Paper No. 11	Frances Lynch, FRENCH RECONSTRUCTION IN A EUROPEAN CONTEXT